

Sous-direction de la construction

Bureau de la MOA 4

Affaire suivie par :

pp-die-sdc-bmo4-gestion@interieur.gouv.fr

Paris, le 15/10/2025

Madame, Monsieur ;

La Direction de l'Immobilier et de l'Environnement envisage la passation d'une mission de prestations intellectuelles pour la réalisation d'un diagnostic acoustique et vibratoire afin d'établir un état initial du site Périchet au Mesnil-Amelot (77).

La procédure de consultation est passée en application de l'article L2123-1 et des articles R2123-1 et suivants du code de la commande publique.

La procédure sera effectuée exclusivement par voie électronique. Les candidats devront fournir tous les documents et remplir toutes les exigences décrites ci-dessous.

Le dossier de consultation contient la présente lettre de consultation et la trame de la décomposition du prix global et forfaitaire.

Le dossier des pièces techniques du site sera transmis au titulaire de la présente consultation après la notification.

Référence de la consultation : PERICHET_ACOUSTIQUE

CONTEXTE DE LA MISSION:

La présente mission porte sur la réalisation d'un diagnostic acoustique et vibratoire afin d'établir l'état initial dans le cadre de l'opération de construction du Centre de Rétention Administrative (CRA) du site Périchet au Mesnil-Amelot (77).

Le site est occupé par la police aux frontières et accueille les activités d'une unité d'escorteurs (trafic des véhicules) et une brigade canine (chenil existant avec 9 chiens).

Des travaux de pérennisation du chenil démarreront dans les prochains mois et porteront la capacité du chenil à 12 chiens.

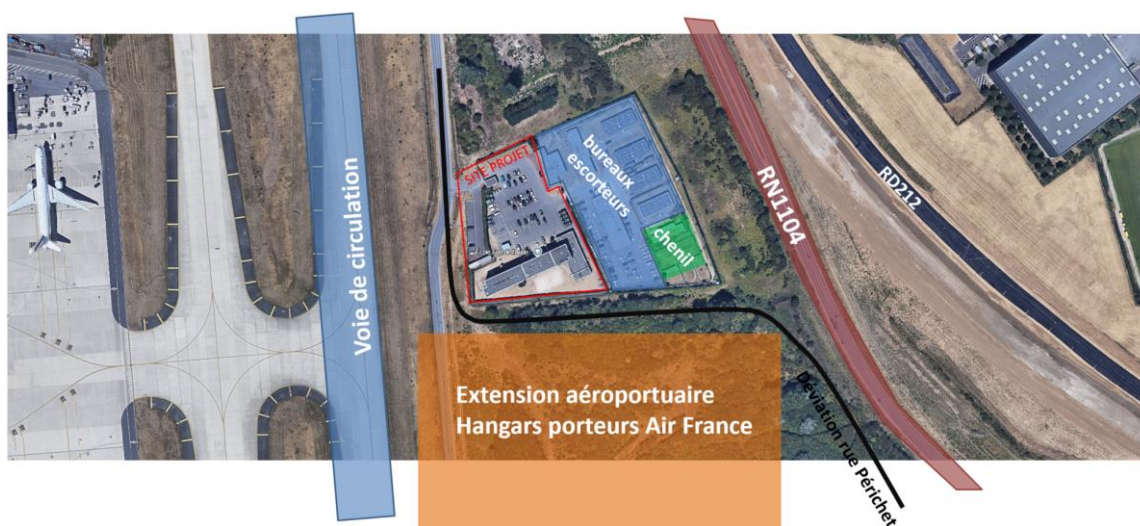
Les abords du site sont caractérisés par la proximité immédiate d'une voie de circulation (« taxiway ») de la plateforme aéroportuaire de Roissy-CDG ; et par la Francilienne N1104 suite au projet du contournement Est de Roissy (autoroute à 2x2 voies).

Un projet d'agrandissement de la plateforme aéroportuaire porté par le groupe Aéroport de Paris (ADP) au Sud et à proximité immédiate du site impactera ses abords.

Cet environnement et les évolutions citées devront être pris en compte dans le diagnostic à mener.



Plan de localisation du site



Abords du site



Site après travaux

Le projet de construction prévoit les éléments suivants :

- Un bâtiment CRA comprenant :
 - o Deux modules de rétention de 30 retenus chacun ;
 - o Une zone police avec divers bureaux ;
- Une annexe Justice avec salles de visio-audience ;
- Des zones de stationnement.

Un marché global sectoriel (conception-réalisation) a été notifié en aout 2025.

Les préconisations des dispositions constructives pour le traitement acoustique devront être émises et prises en compte dans l'avant-projet définitif (APD) qui sera finalisé en janvier 2026.

CONTENU ET DEROULEMENT DE LA MISSION :

- Contenu de la mission

Le diagnostic acoustique et vibratoire sera réalisé à partir des éléments suivants :

1. Le diagnostic de l'état initial acoustique ;
2. Le diagnostic de l'état initial vibratoire ;
3. L'identification de la réglementation applicable pour la conception du projet ;
4. La préconisation des dispositions constructives selon les conclusions des diagnostics et de la réglementation en vigueur pour assurer des bonnes conditions de travail aux utilisateurs et un confort optimal pour les retenus.

- Délai de réalisation de la mission

Les délais présentés dans l'offre devront tenir compte de la **réalisation de l'ensemble de la mission dans un délai estimé de 3 semaines**.

Le démarrage de la mission sera notifié au titulaire par ordre de service.

Les délais d'exécution de la mission sont les suivants :

PHASES TECHNIQUES :	DELAI GLOBAL D'EXECUTION :
	A compter de la date de réception de l'OS.
Mission de diagnostic + rapport	3 semaines

REGLEMENT DE CONSULTATION

1. PIECES CONSTITUTIVES DE L'OFFRE

Si vous êtes intéressé par cette mission, vous devez nous faire parvenir votre offre avec les éléments suivants :

- Les DC1, DC2 (avec mention du chiffre d'affaires de la société sur les 3 dernières années) et DC4 si nécessaire, dûment complétés ;
- Le RIB ;
- Le document attestant des pouvoirs de la personne habilitée à engager la société.
 - o Si cette personne est habilitée de droit à engager la société, elle peut fournir : un extrait K bis de moins de 3 mois, les statuts de la société, la délibération du conseil d'administration ou tout autre document.
 - o Si elle agit en vertu d'une délégation de pouvoir, elle devra fournir une attestation de délégation signée par la personne habilitée de plein droit à

engager la société et tout document attestant que la personne qui délègue est elle-même habilitée à engager la société.

- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) dûment complétée et signée
- Le mémoire technique comprenant l'ensemble des éléments nécessaires à l'appréciation de l'offre déposée au regard des critères énoncés
- La présente lettre de consultation avec la mention « lu et approuvé »

2. VISITE DE SITE ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Il n'est pas prévu de visite de site dans le cadre de la présente consultation.

Au cas où le candidat aurait besoin d'informations complémentaires pour la remise de son offre, ses questions devront être posées, via PLACE, au plus tard le 23 octobre 2025 à 17h.

NOTA : l'ensemble des plans et pièces techniques sera transmis au titulaire du marché après notification.

3. REMISE DES OFFRES

Les offres doivent être remises par voie dématérialisée via PLACE sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr> avant la date et heure limite indiquées ci-après :

**DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES :
Lundi 27 octobre 2025 à 17h**

4. LANGUE UTILISEE ET UNITE MONETAIRE

La langue de la consultation est le français et l'unité monétaire de règlement est l'Euro (€).

5. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

Les candidats sont informés des dispositions ci-après exposées :

- Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de prestations intellectuelles dans sa dernière version en vigueur au mois M0 s'appliquera à la présente mission ;
- Les variantes ne sont pas autorisées et les variantes à l'initiative de l'acheteur sont sans objet ;
- Le marché sera financé par le budget Etat de la préfecture de Police. Le paiement s'effectuera par mandat administratif suivi d'un virement ;
- En cas de réponse par un groupement, la forme du groupement n'est pas imposée. Toutefois, le représentant du pouvoir adjudicateur impose que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution du présent marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

6. ANALYSE DES OFFRES

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère	Complément
1. Prix (80 points)	<p>Le prix sera noté sur 80 points selon la formule :</p> $\frac{\text{Prix de l'offre la moins élevée en € HT} *}{\text{Prix de l'offre analysée en € HT}} \times 80$ <p>(*Sous réserve que l'offre la moins élevée ne soit pas anormalement basse)</p>
2. Valeur technique (20 points)	Valeur technique sera notée sur 20 points en fonction des critères suivants :
2.1/ Méthodologie de réalisation de l'opération (10 points)	<ul style="list-style-type: none">- Qualité de la méthodologie d'exécution de la prestation par phases en y incluant les moyens humains et matériels (10 points)
2.2/ Références sur des opérations similaires (10 points)	<ul style="list-style-type: none">- Références en étude/diagnostic acoustique sur des opérations similaires <i>en présentant l'opération, le nom du client, l'année, et les prestations réalisées par le candidat</i> (10 points)

7. NEGOCIATIONS – REGULARISATION DES OFFRES

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats ou de ne pas négocier. En cas de négociation, une (ou plusieurs) phase(s) de négociations aura (ont) lieu dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats.

A cette occasion, l'acheteur public négociera par voie dématérialisée ou par réunion dans les locaux de la préfecture de Police avec les candidats ayant déposé une offre. L'acheteur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation.

En tout état de cause, en cas de négociation, le candidat s'engage sur les réponses qu'il aura fournies dans le cadre de la négociation.

Conformément aux articles L2152-1 à L2152-8 du code de la commande publique, la régularisation des offres irrégulières est laissée à la discrétion de l'acheteur.

8. ATTRIBUTION DU MARCHE

Conformément à l'article R.2144-4 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer la mission produit en outre, dans le délai qui lui sera imparti par le pouvoir adjudicateur :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D. 8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Si ces documents n'ont pas déjà été joints dans l'offre des candidats, ils devront parvenir à la préfecture de police par envoi électronique, dans le délai impératif mentionné dans le courrier de demande adressé aux candidats retenus au terme du classement des offres.

Le candidat établi dans un Etat autre que la France doit produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Si le candidat retenu est un groupement, la demande de l'administration sera adressée au mandataire du groupement qui devra présenter, dans le délai précisé, les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement.

Si le candidat retenu a présenté un ou des sous-traitants, il devra également joindre à ses propres certificats, les certificats de son ou ses sous-traitants.

9. MODALITES DE PAIEMENTS

Pour chaque élément de mission, les prestations sont réglées conformément au détail de prix de l'annexe 1 et à la répartition suivante :

- 100% de l'élément de mission à la validation de cet élément par le pouvoir adjudicateur.

10. RECOURS

10.1 INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS

Tribunal administratif de Paris - 7, rue de Jouy à 75181 Paris Cedex 04.

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Adresse internet : <http://www.paris.tribunal-administratif.fr>

10.2 SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ÊTRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS

Greffes du Tribunal administratif de Paris - 7, rue de Jouy à 75181 Paris Cedex 04.

Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Adresse internet : <http://www.paris.tribunal-administratif.fr>

10.3 ORGANE CHARGÉ DES PROCÉDURES DE MÉDIATION

Le médiateur des entreprises, 139 rue de Bercy, 75572 Paris.

Courriel : mediateur.marches-publics@finances.gouv.fr

Téléphone : 01 55 35 24 25

Télécopie : 01 40 04 04 04

Adresse internet : <http://www.mieist.bercy.gouv.fr>

Fin du présent règlement de consultation.